P. LUQUET

LA COMMUNE

DE

PARIS

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE
CENTRALE
DE SAINT-DENIS

En vente à la Librairie de *l'Humanité*
120, Rue Lafayette — PARIS (X^e^)

PRIX : 1 FR. 50

Source gallica.bnf.fr / Médiathèques de Plaine Commune

La Commune de Paris / P. Luquet

Source gallica.bnf.fr / Médiathèques de Plaine Commune

Rc
YB 27

P. LUQUET

LA COMMUNE

DE

PARIS

BIBL. MUNICIP. DE SAINT-DENIS
CENTRALE

En vente à la Librairie de *l'Humanité*

120, Rue Lafayette — PARIS (X^e^)

N

PRIX : 1 FR. 50

43448

LA COMMUNE DE PARIS

La crise économique provoquée par le développement du machinisme et des chemins de fer au cours des quarante années qui précédèrent la Commune avait amené le prolétariat français à s'organiser en « sociétés de résistance », puis en « Chambres Syndicales » pour exiger une amélioration de son sort. Enfin, sur l'initiative de l'Internationale, qui préconisait une organisation rationnelle du prolétariat (Congrès de Bruxelles 1868), les 40 Chambres syndicales de Paris s'étaient unies en Chambres fédérales. A la veille de la guerre et de la Commune, le prolétariat parisien possédait donc une organisation de classe susceptible, le cas échéant, de se transformer en armée révolutionnaire.

Cette phalange était loin de représenter la majorité du Paris ouvrier, mais elle pouvait néanmoins suffire, en cas de révolution, à entraîner et à organiser les masses hésitantes qui toutes avaient souffert plus ou moins consciemment de la crise économique portée à son paroxisme par la guerre et le siège.

Malheureusement, lorsque des circonstances exceptionnellement favorables lui permirent de s'emparer du pouvoir, cette élite ouvrière se montra parfaitement inapte à faire une révolution et ne sut que mourir sur les barricades

Comment cette victoire si facile se termina-t-elle par la semaine sanglante ?

Les profondes analyses de la Commune faites par de nombreux révolutionnaires depuis Marx jusqu'à Lénine, ne permettent qu'une seule réponse à cette question : *La Commune manqua de parti.* Elle représenta des tendances très diverses et souvent contradictoires, mais elle n'eut pas de parti fort, de parti d'action capable de rallier les masses laborieuses autour d'un programme de revendications économiques, d'exercer la dictature prolétarienne et de mener la révolution à l'assaut de la société capitaliste.

Les blanquistes avaient un long passé révolutionnaire, mais leur parti n'est pas un parti de masse. Selon Blanqui, la révolution devait être faite par une élite, les masses travailleuses sont trop ignorantes et trop facilement influençables pour comprendre la nécessité d'une révolution. Une minorité cultivée, s'appuyant sur quelques démocrates conscients recrutés dans la classe ouvrière, est plus apte à renverser le gouvernement par la conspiration.

Non seulement les blanquistes ne jugeaient pas possible et nécessaire de s'appuyer sur les masses pour réaliser la révolution politique, mais ils n'avaient point élaboré de programme sous prétexte que la révolution économique est su-

bordonnée à la révolution politique. « Communisme et proudhonisme, écrivait Blanqui (1) se disputent avec acharnement pour décider si l'autre rive est un champ de maïs ou un champ de blé. Ils s'entêtent à résoudre la question avant de franchir l'obstacle. *Eh ! passons d'abord,* nous verrons là-bas. » Là-bas, une fois sur l'autre rive, c'est-à-dire la révolution politique accomplie, Blanqui se réserve de reconnaître le terrain avant d'entreprendre son œuvre de reconstruction sociale. Il se refuse à rien fixer d'avance, d'où l'absence d'un programme économique blanquiste.

« Imposer par autorité de sa propre science certaine un organisme social de fantaisie, non, mille fois non. Ici commencerait la démence, pour ne pas dire le crime. Ici serait la source des désastres. L'organisme social ne peut être l'ouvrage ni d'un seul, ni de quelques-uns, ni de la bonne foi, ni du dévouement, ni du génie. Il ne saurait être une improvisation. Il est l'œuvre de tous par le temps, les tâtonnements, l'expérience progressive, par un courant inconnu, spontané... *La révolution seule, en déblayant le terrain, éclaircira l'horizon,* lèvera peu à peu les voiles... Ceux qui prétendent avoir dans leur poche le plan complet de cette terre inconnue, ceux-là sont des insensés. Ceux qui veulent maintenir la lande sauvage du moment, tant qu'on n'aura le plan désiré, ceux-là sont des ennemis du genre humain. »

---

(1) *Critique sociale.*

Ainsi, son instinct révolutionnaire pousse Blanqui à la révolution politique immédiate. Il ne peut souffrir l'idée du moindre délai et va droit au but. De programme économique, il n'en a point (1), il n'en veut point pour le moment. La révolution politique d'abord. Ensuite, on avisera en toute connaissance de cause. Et c'est en cela que Blanqui diffère de Lénine, c'est en cela surtout que réside la faiblesse de l'un et la puissance de l'autre ; c'est là une des raisons pour lesquelles Blanqui échoue éternellement où Lénine réussit.

La doctrine proudhonienne diffère essentiellement du blanquisme, pour qui toute révolution économique doit être précédée d'une révolution politique, c'est-à-dire de la prise du pouvoir par la classe opprimée. « Quiconque, pour organiser le travail, fait appel au pouvoir, a menti, dit Proudhon, parce que l'organisation du travail doit être la déchéance du capital et du pouvoir (2). Son idéal économique et social consiste exclusivement en une « diminution *progressive* et systématique de l'action gouvernementale, capitaliste et religieuse » (3). Il est ennemi déclaré de la lutte de classe et se prononce à tout propos contre l'insurrection, con-

---

(1) Il est difficile de se faire une idée plus ou moins précise de la conception économique de Blanqui. Il n'exprime son communisme que d'une façon très vague : « Sous le régime communautaire, le bien profite à tout le monde et le mal à personne... Toute choses se règlent selon la justice et la raison ». (*Critique sociale, t. I*).

(2) Proudhon, *Contradictions économiques.*

(3) Proudhon, *Correspondances*, t. IV.

tre la grève et même contre l'association des travailleurs qui « renferme plus de mal que de bien » (1), « est même nuisible ». S'inspirant du libéralisme économique, il veut remplacer l'état et l'association par le mutuellisme, c'est-à-dire la concurrence, la division du travail et la propriété privée.

Comme la révolution violente lui répugne, il engage les gouvernants à procéder eux-mêmes à la « liquidation sociale » et à « supprimer l'un après l'autre tous les rouages de cette grande machine qui a nom « le gouvernement ou l'Etat ». Proudhon est un réformiste typique et Marx, qui s'y connaissait, l'appelait « petit bourgeois », « petit épicier » et « charlatan ».

Toutes les tentatives de coopération ouvrière entreprises en France depuis 1840, avec l'assentiment et l'appui du gouvernement, avaient naturellement échoué de la plus piteuse façon, malgré les théories de Proudhon ; néanmoins, à la veille de la Commune, le proudhonisme avait encore de nombreux adeptes en France et jusque dans les rangs de l'Internationale.

L'unique parti qui fut idéologiquement capable de donner à la révolution sociale la direction qu'elle réclamait était l'Internationale. Sa section française faisait de rapides progrès, et le nombre de ses adhérents était passé de 600 à 70.000 en trois années (1867-1870). La part très active qu'elle avait prise aux grandes grè-

---

(1) Proudhon, *L'Idée générale de la Révolution.*

ves parisiennes de 69 à 70, les répressions consécutives et l'interdiction dont elle avait été l'objet de la part du gouvernement impérial lui avaient définitivement conquis la sympathie des travailleurs organisés. Jamais la Section française de l'Internationale n'avait été aussi forte que depuis son interdiction. « Pendant les trois années que nous avons employées à fonder notre association et à en propager les principes, écrivait un de ses membres (1), nous n'avions jamais pu réussir à grouper qu'un nombre très restreint d'adhérents ; notre action matérielle et morale était toujours restée très limitée. Aujourd'hui que nous n'avons plus d'organisation, plus d'existence régulière, il a suffi qu'un membre de l'Internationale reçût un appel de la section de Bâle pour qu'immédiatement, dans les réunions publiques, il fût fait des collectes et que toutes les corporations aient organisé des souscriptions... La dissolution du Bureau de Paris peut donc être considérée comme un heureux malheur, puisqu'elle a eu pour résultat, en dispersant un groupe d'adhérents réguliers de quelques centaines de membres, de faire adhérer en principe et en fait, irrégulièrement c'est vrai, tout ce qui pense et agit parmi la population travailleuse de Paris ».

Cependant, les quelques années qui s'étaient écoulées depuis la fondation de la Première In-

---

(1) Lettre de Paris insérée dans l'« *Egalité* », de Genève (le 20 mars 69, J. Guillaume).

ternationale n'avaient pas suffi à la Section parisienne pour se dégager définitivement de l'idéologie proudhonienne et s'assimiler complètement la conception économique de Marx. A la veille de la Commune, elle manque encore de solides bases scientifiques, et les militants tout à fait conquis à l'idée de la lutte de classe sont encore rares. Pour se faire une juste idée de la faiblesse idéologique des leaders français de l'Internationale à cette époque, il suffit de rappeler leur vote au 4e Congrès général de l'Association des Travailleurs (Bâle, septembre 1869) sur la question de savoir si la société avait le droit d'abolir la propriété individuelle du sol. Quatre votèrent *non*, dix s'abstinrent. Le manifeste, rédigé par Marx en 1864 et traduit par Charles Longuet, était presque inconnu en France (1). Dans ces conditions, l'idéologie des

---

(1) Le compte-rendu du procès intenté en 1868, à la Section parisienne de l'Internationale mentionne :

« LE PRÉSIDENT (à Tolain). — On a saisi chez vous un manifeste portant la date de 1866, imprimé à Bruxelles, manifeste dont le programme est de la politique, même de la politique transcendante.

« TOLAIN. — Cette pièce est ma propriété personnelle. Je crois être le seul en France qui la possède. Elle a été publiée par des ouvriers anglais, car il faut que le tribunal sache que chaque groupe, dans chaque pays, a le droit d'émettre telle ou telle opinion, sans en rendre solidaires les groupes des autres nations. Il n'y a donc rien d'extraordinaire à ce qu'une branche d'Angleterre où d'Allemagne, pays où règne plus de liberté qu'en France, traite des sujets politiques que nous n'oserions aborder. Je déclare que nous nous sommes toujours abstenus de politique ».

Dans l'audience du 22 avril, l'avocat impérial Leppeletier constate que le texte a été imprimé à Bruxelles et que les prévenus affirment qu'il n'a pas été lu aux réunions (rapporté par J. Guillaume).

membres de la Section française devait inévitablement présenter de profondes lacunes et tenir plus du proudhonisme que du marxisme. Lavrov (1) pourra dire à juste raison : « Le 1er mars 1871 — c'est-à-dire six mois après la chute de l'Empire et quelques jours avant l'explosion de la Commune — les personnalités dirigeantes de l'Internationale à Paris n'avaient pas de programme politique défini (2).

---

(1) P. L. Lavrov est un des fondateurs du Populisme russe (Narodnitchestvo). Il nous a laissé une analyse très profonde de la Commune dans laquelle il conclut à la nécessité de la dictature prolétarienne (V. Lavrov. La Commune de Paris de 1871).

(2) La lettre suivante, écrite par Marx à son confident le docteur Kugelmann à la suite du premier Congrès Général de l'Association Internationale des Travailleurs tenue à Genève en septembre 1866 montre mieux que tous les commentaires l'appréciation de l'auteur du « Capital » à ce sujet : « Messieurs les Parisiens avaient la tête remplie de la plus creuse phraséologie proudhonienne. Ils parlent de la science et ne savent rien. Ils dédaignent toute action *révolutionnaire*, c'est-à-dire procédant de la lutte de classe elle-même, tout mouvement social centralisé et par conséquent réalisable aussi par des moyens politiques (comme par exemple la diminution de la journée de travail par voie législative. *Sous prétexte* de liberté et d'anti-gouvernementalisme, ou d'individualisme anti-autoritaire, ces messieurs, — qui ont accepté pendant seize ans et acceptent encore si tranquillement le plus abominable despotisme, — prêchent en réalité le régime bourgeois vulgaire, seulement idéalisé à la mode proudhonienne. Proudhon a fait un mal énorme. Son apparente critique et son apparente opposition contre les utopistes (il n'est lui-même qu'un utopiste petit-bourgeois... ont d'abord gagné et séduit la « jeunesse brillante », les étudiants, puis les ouvriers en particulier ceux de Paris, lesquels, comme ouvriers de luxe, se trouvent sans s'en douter faire grandement partie du vieil ordre. Ignorants, vaniteux, prétentieux, bavards, gonflés d'emphase, ils ont été sur le point de tout gâter,

Ainsi donc, à la veille de la Commune, le prolétariat de Paris possède déjà une organisation syndicale, mais en l'absence d'un parti capable de traduire ses aspirations en un programme précis, et de lui dicter le plan d'action nécessité par les événements, il va commettre des fautes irréparables et laisser échapper la liberté qui s'offre.

La guerre désastreuse entreprise par Napoléon III, autant pour rehausser le prestige de sa dynastie chancelante que pour satisfaire les spéculateurs avides de gros bénéfices, fut fatale à l'Empire. A la nouvelle de Sedan (1), le 4 septembre, les députés de Paris se proclamèrent « Gouvernement de la Défense Nationale ». Le prolétariat parisien, qui n'avait pas encore oublié les massacres de juin (2), accepta ce-

---

étant accourus au Congrès en un nombre nullement proportionné à celui de leurs membres. Dans le compte-rendu, je leur donnerai sur les doigts...» (Lettre du 9 octobre, publiée par la *Neue Zeit*, du 12 avril 1902 et citée par M. Guillaume).

(1) Battu à Sedan, l'empereur Napoléon III s'était constitué prisonnier du roi de Prusse et lui avait livré une armée de 80.000 hommes.

(2) La Révolution de février 1848, avait été escamotée par la bourgeoisie. Lorsque le prolétariat eut renversé le trône de Louis Philippe, elle ne consentit à aucune des réformes économiques solicitées par les travailleurs. Ceux-ci ne tardèrent pas à comprendre que la 2e République n'était qu'une forme gouvernementale, une étiquette nouvelle attachée au régime capitaliste. Ils s'insurgèrent dans les journées du 22 au 26 juin ; mais la lutte se termina par leur massacre. Les sauvages répressions de juin 1848 rendirent odieuse la 2e République aux travailleurs et permirent à Napoléon III de la renverser le 2 décembre 1851.

pendant le gouvernement bourgeois « de la Défense ». Son patriotisme fut plus fort que sa conscience révolutionnaire. Il ne devait pas tarder à s'en repentir.

La Section parisienne de l'Internationale et la Chambre fédérale des syndicats ouvriers envoyèrent au Gouvernement une délégation pour demander l'armement de tous les Français et la levée en masse contre l'envahisseur.

Blanqui, le vieux Blanqui lui-même, fonda un journal pour y prêcher la guerre libératrice : « La Patrie en danger ». Lui et ses adeptes se déclarèrent solidaires du Gouvernement de la Défense : « Il n'y a plus de partis ni de nuances en présence de l'ennemi, le gouvernement issu du 4 septembre représente la pensée républicaine et nationale... Maudit soit celui qui, à l'heure suprême où nous touchons, pourrait conserver une préoccupation personnelle, une arrière-pensée quelle qu'elle fût. Les soussignés, mettant de côté toute opinion particulière, viennent offrir au gouvernement provisoire leur concours le plus énergique et le plus absolu, sans aucune réserve ni condition, si ce n'est qu'il maintiendra quand même la République et s'ensevelira avec nous sous les ruines de Paris, plutôt que de signer le déshonneur et le démembrement de la France ». Le vieux conspirateur est méconnaissable : « N'oubliez pas, écrit-il dans son journal, que demain on va combattre, non pour un gouvernement, pour des intérêts de caste ou de parti, non pas même

pour l'honneur, les principes, les idées, mais pour ce qui est la vie, la respiration de tous, pour ce qui constitue l'être humain dans sa plus noble manifestation, pour la Patrie... Que serons-nous demain si nous n'avons plus de Patrie ? ». Et quelques jours plus tard : « Les Teutons ont franchi le Rhin et menacent une fois encore la civilisation... Ils couvrent nos plaines fertiles, ces hommes aux longues tripes, aux pieds plats, aux mains de singes, qui se prétendent l'élite du genre humain, qui n'en ont jamais été que le fléau, et qui viennent pour nous refouler mille ans en arrière... O vous, la grande race de la Méditerranée, la race aux formes fines, délicates, l'idéal de notre espèce... debout pour le dernier combat, debout pour exterminer les hordes bestiales de la nuit !... »

N'est-ce pas là déjà du socialisme 1914 tout pur ?

*
* *

Le Gouvernement de la Défense auquel la classe ouvrière parisienne avait accordé sa confiance, était loin cependant d'en être digne. Composé de réactionnaires, il ne différait de l'Empire que de nom et partageait en tous points ses vues sur la question sociale. Il nomma le général Trochu (1) chef du pouvoir exécutif et se garda bien d'inquiéter les maires et les fonctionnaires impériaux qui devaient assurer

---

(1) Général de Napoléon III, gouverneur de Paris. Pour son action pendant la commune, v. p.

une majorité monarchiste à l'Assemblée nationale (1).

Mais Paris veillait.

Blanquistes et Internationalistes comprirent bien vite leur faute, et avec eux la population tout entière. Dès la seconde quinzaine de septembre, Blanqui accuse le Gouvernement de trahison et le déclare frappé de déchéance. Dans son journal (2), Félix Pyat exige l'établissement de la Commune de Paris, qu'il appelle « la fille de Danton, la mère de l'audace, la grande redoutée des rois, l'amie des peuples ». « Nous la voulons, s'écrie-t-il, nous l'aurons avec vous ou sans vous... et, s'il le faut, contre vous... »

C'est Félix Pyat aussi qui publie le premier (27 octobre), « le fait vrai, sûr et certain » de la trahison de Bazaine (3) et de la capitula-

---

(1) Le Gouvernement de la Défense n'était que provisoire. Il convoqua d'abord pour le 2, puis pour le 16 octobre 1870, les collèges électoraux qui devaient élire une Assemblée nationale constituante. Les élections n'eurent lieu que le 8 février 1871 (v. p.).

Plusieurs républicains, parmi lesquels Gambetta et Crémieux, tentèrent de remplacer les fonctionnaires impériaux par des républicains ; mais leurs efforts se brisèrent contre l'opposition du gouvernement réactionnaire. Ils furent également les instigateurs d'un décret qui retirait le droit d'éligibilité aux « complices du régime qui avait commencé par l'attentat du 2 décembre pour finir par la capitulation de Sedan ». Ce décret fut annulé sous prétexte que « les restrictions imposées au choix des électeurs étaient incompatibles avec le principe de la liberté du suffrage universel » !

(2) Le Combat.

(3) Le général Bazaine capitula à Metz sans avoir combattu, livrant aux Prussiens l'armée du Rhin forte de 180.000 hommes.

tion de Metz. Le gouvernement démentit la nouvelle et des patriotes cassent les vitres de la rédaction du « Combat ». Mais le fait est confirmé le lendemain. On apprend, en outre, que le gouvernement sollicite un armistice. Cette fois, c'en est trop. Le 31 octobre, à l'appel de Blanqui, la Garde Nationale (1) marche sur l'Hôtel de Ville et réussit à s'emparer des membres du Gouvernement. Malheureusement, des circonstances fortuites, la trahison et l'intervention de quelques bataillons bourgeois l'obligent à battre en retraite. Elle renonce à la réalisation immédiate de son projet, ne voulant pas déchaîner la guerre civile dans Paris assiégé.

Le 22 janvier, des bruits de capitulation portèrent de nouveau la colère de la population patriote à son paroxysme, mais ce jour-là, l'Hôtel de Ville était gardé par un régiment de mobiles bretons, qui ouvrirent le feu sur la foule. Une fois de plus, le gouvernement fut maître de l'insurrection.

Le 28 janvier, Paris capitula et sa garnison fut déclarée prisonnière. Seule la Garde Nationale conserva ses armes et ne signa qu'un armistice avec les vainqueurs. La Garde Nationale en armes et le Gouvernement désarmé, c'est tout le 18 mars.

*
* *

Préparée comme on l'a vu par les insurrections du 31 octobre 1870 et du 22 janvier 1871,

---

(1) Depuis le 4 septembre, tous les adultes de la capitale faisaient partie de la Garde Nationale et naturellement les ouvriers s'y trouvaient en majorité.

la Commune ne fut pas un mouvement spontané comme l'ont prétendu certains historiens. Les facteurs économiques, politiques et patriotiques qui soulevèrent Paris contre le Gouvernement bourgeois en octobre 70 et en janvier 71 n'avaient pas cessé d'exister au commencement de mars.

L'armistice (28 janvier), puis la paix honteuse signée par Thiers le 26 février et ratifiée par l'Assemblée nationale le 1er mars n'avaient fait qu'aggraver la situation. La paix n'avait pas mis fin à la crise économique provoquée par le développement inouï du machinisme et des chemins de fer, aggravée par les dilapidations de l'Empire, la guerre et le siège. Les chefs d'industrie, les gros commerçants, profitant de l'armistice, avaient quitté Paris, et le travail interrompu pendant le siège n'avait repris nulle part. Jamais la misère n'avait été aussi grande qu'alors.

La classe moyenne avait presque autant souffert que la classe ouvrière. Celle-ci était prête à mourir pour sa liberté, celle-là brûlait d'en finir avec l'oligarchie financière qui l'étouffait. *Aussi, ne fût-ce pas le prolétariat seul qui fournit l'armée révolutionnaire du* 18 *mars, il eut la petite bourgeoisie pour alliée.*

Dès le coup d'Etat du 2 décembre, la petite bourgeoisie républicaine, les mains rouges encore des massacres de juin 1848, avait essayé de faire oublier son crime et s'était rapprochée de la classe ouvrière pour lutter contre l'Em-

pire. Celle-ci avait accepté momentanément le pacte, se promettant bien toutefois d'abattre sa bourgeoisie alliée lorsque toutes deux seraient venues à bout de leur ennemi commun. La guerre avait ruiné ses plans : l'organisation de la défense contre les Prussiens fut l'unique souci du peuple et des blanquistes eux-mêmes au 4 septembre. Bernés par Thiers, qui venait d'escamoter du même coup la république socialiste et la république bourgeoise, socialistes et républicains s'unirent contre la monarchie naissante, comme ils l'avaient fait contre l'Empire, mais plus étroitement encore. Les insurrections du 31 octobre 70 et du 22 janvier 71, ayant échoué, ce n'était que partie remise.

Les élections de l'Assemblée Nationale qui eurent lieu le 8 février 1871 tendirent encore la situation.

La machine électorale, préalablement graissée de larges promesses, fonctionna merveilleusement : 400 royalistes furent élus contre 350 républicains. « En attendant qu'il soit statué sur les institutions de la France », Thiers fut nommé, par l'Assemblée, chef du pouvoir exécutif. La majorité royaliste ne pouvait choisir un homme plus digne de sa confiance « en attendant »... le duc de Bordeaux ou le comte de Paris, qui se disputaient le trône. Thiers s'entoura de ministres réactionnaires et se mit aussitôt en devoir de préparer la restauration.

L'explosion était imminente.

L'Assemblée monarchiste de Bordeaux (1) le savait si bien qu'elle refusa de venir siéger à Paris, « la capitale de l'idée révolutionnaire » et se transporta à Versailles « afin de ne pas délibérer, dit-elle, sous la pression des Parisiens exaspérés ». Elle devait tenir sa première séance le 20 mars, dans le palais des rois. Ouvriers et petits bourgeois, socialistes et républicains de toutes nuances bondirent d'indignation à cette nouvelle ; les plus crédules eux-mêmes comprirent clairement que c'en était fait de la République, à moins d'une action immédiate. L'anniversaire de la Révolution de 1848 fut l'occasion de grandioses manifestations contre l'Assemblée monarchiste. On bat le rappel, on sonne le tocsin. La Garde Nationale en armes défile sur la place de la Bastille et jure devant la statue de la Liberté de défendre la République jusqu'à la mort. « La foule répond par un grondement formidable. Les mains se tendent. Le bouches grandes ouvertes hurlent. Aussi loin que le regard peut porter, on ne voit que képis qui s'agitent, baïonnettes qui s'éclairent, bannières qui claquent. Des femmes élèvent au-dessus de leurs têtes leurs enfants pour qu'ils conservent à jamais le souvenir du merveilleux spectacle » (2). La Colonne de Juillet disparaît sous des couronnes d'immortelles, et

(1) L'Assemblée Nationale résida à Bordeaux pendant le siège. Après la ratification des préliminaires de paix, elle n'eut plus aucune raison de rester éloignée de la capitale.

(2) Vuillaume. *Mes Cahiers rouges.*

le génie de la Liberté (1) brandit un drapeau rouge.

Unis momentanément pour des motifs d'ordre économique et politique, le prolétariat et la petite bourgeoisie l'étaient plus étroitement encore par la fièvre patriotique qui les dévorait depuis l'invasion, depuis le siège, depuis la paix surtout, une paix ruineuse (2) et infamante dont ils allaient supporter tout le poids, et dont ils supportaient déjà l'humiliation. Paris ne pouvait accepter sa défaite ; il avait conservé intacte la tradition de 92 et croyait encore possible une défense révolutionnaire qui libérerait le territoire aux accents de la *Marseillaise*. Dès le 24 février, le Comité exécutif (3) de la Garde Nationale s'était engagé, « au premier signal de l'entrée des Prussiens, à se porter contre l'ennemi envahisseur ».

Les journaux ayant annoncé l'arrivée des troupes de Bismarck, le 27 on bat le rappel et 40.000 gardes nationaux marchent à la rencontre de l'ennemi pour s'opposer à son entrée dans la capitale. C'était une fausse alerte, mais qui devait précipiter les événements. En ren-

---

(1) La Colonne de Juillet, élevée à Paris, sur la place de la Bastille en commémoration de la révolution de Juillet 1830 est surmontée d'une statue représentant le génie de la Liberté.

(2) La France perdait un territoire de 14.500 kilomètres et devait payer 5 milliards de contribution de guerre. La paix fut signée par Thiers le 26 février et ratifiée le 1er mars par l'Assemblée.

(3) Sur la formation du Comité central de la Garde Nationale, v. p. 17.

trant chez eux, un peu déçus de s'être dérangés pour rien, les gardes nationaux avisent leurs canons massés dans les parcs d'artillerie, prêts à être livrés au vainqueur. Ils s'en emparent et les emmènent à Montmartre, à la Villette, à Belleville, à la place des Vosges et à la barrière d'Italie. Maintenant on ne craint plus ni l'ennemi du dehors ni celui du dedans.

Le roi et les Prussiens peuvent venir, on leur montrera !

Le 28 une réunion de chefs de bataillons et de délégués des gardes nationaux décide d'appliquer sans délai les décisions du 24 et d'attaquer l'armée de Bismarck. C'est à peine si le Comité Central parvient à empêcher l'entreprise qui mettrait, selon lui, la République en péril. L'attachement à la République l'emporte en fin de compte sur le patriotisme et la Garde Nationale renonce à son projet (1).

***

Dans les derniers jours qui précédèrent la Commune, plusieurs mesures du Gouvernement réactionnaire mirent le comble à l'exaspération populaire.

Comme nous l'avons vu, les gros employeurs avaient quitté la capitale dès les premiers jours de l'armistice et l'immense majorité des ouvriers étaient demeurés sans travail. Beau-

---

(1) 30.000 Prussiens occupèrent les Champs-Elysées du 1er au 3 mars.

coup d'entre eux n'avaient pour vivre que leur solde de gardes nationaux : 1 fr. 50 par jour. L'Assemblée ordonna la suppression de cette solde, sauf pour les indigents pourvus d'un certificat en règle (15 février). Le 13 août 1870, l'Empire avait suspendu les paiements des loyers, des dettes et des effets de commerce. L'Assemblée décréta qu'ils seraient exigibles comme en temps normal. En quatre jours 150.000 débiteurs se trouvèrent exposés à des poursuites.

Après le 31 octobre 70 et le 22 janvier 71, plusieurs chefs insurrectionnels avaient été arrêtés, dont Flourens (1). La presse était soumise à la censure et les journaux les plus avancés supprimés (2). Au mois de décembre, deux bataillons de la Garde Nationale (3) avaient été licenciés pour « actes d'indiscipline ». Le Gouvernement avait même interdit les Comités des délégués de la Garde Nationale qui avaient « la prétention de contrôler le commandement et de diriger l'administration ». (10 décembre). Thiers avait également cru diminuer l'effervescence en supprimant les clubs, « foyers d'excitations criminelles ». Il s'était trompé : leurs clubs fermés, les Parisiens se réunirent en plein vent. Voyant toutes ses mesures impuissantes, le gouvernement avait redoublé de vigueur :

---

(1) Flourens, arrêté après le 31 octobre 70, avait été libéré le 22 janvier 71 par les insurgés.

(2) *Le Réveil* (Delescluze), *Le Combat* (Félix Pyat).

(3) *Les Tirailleurs de Belleville* et les *Volontaires du* 147e.

Blanqui et Flourens avait été condamnés à mort par contumace (1) pour l'insurrection du 31 octobre, et six journaux avaient été supprimés (2).

Toutes ces représailles n'avaient eu pour résultat que d'unir plus étroitement encore la population ouvrière et la petite bourgeoisie contre le Gouvernement. Malgré la suppression de la solde, on entrait en masse dans la Garde Nationale, qui comptait 215 bataillons représentant 200.000 hommes. 450.000 fusils avaient été distribués pendant le siège. Paris possédait en outre 2.000 canons et des munitions en abondance. A l'annonce du décret prononçant leur interdiction, les comités de la Garde avaient répondu dès le mois de janvier en se fédérant (3) et en élisant un Comité central de la Garde Nationale, prototype des Soviets de Soldats rouges. D'après les statuts, ce Comité central avait pour mission de « prévenir toute tentative qui aurait pour but le renversement de la République » et de « veiller au maintien de l'armement ».

Quoique formée d'éléments très hétérogènes, l'armée parisienne possédait, comme on le voit, une organisation révolutionnaire groupée autour d'un centre unique. Le Comité central, nommé par les soldats eux-mêmes, avait pleins

---

(1) Tous deux se cachaient.

(2) Le *Vengeur*, le *Cri du Peuple*, le *Mot d'ordre*, le *Père Duchêne*, la *Caricature*, la *Bouche de fer*.

(3) D'où le nom de fédérés souvent employé pour désigner les gardes nationaux.

pouvoirs pour déclencher et diriger la révolution.

La Garde Nationale était une force d'autant plus redoutable qu'elle avait pour réserves toute la population ouvrière et petite-bourgeoise de la capitale, minée par les souffrances et les privations du siège, exaspérée par les mesures réactionnaires du Gouvernement et de l'Assemblée, affolée par la perspective de payer 5 milliards à la Prusse.

*
* *

Pour que l'Assemblée pût siéger à Versailles le 20 mars, comme elle l'avait décidé, il fallait réduire Paris. Ne pouvant le vaincre avec les 20.000 hommes de ligne qui lui restaient après la capitulation, Thiers résolut de le désarmer. C'est le 18 mars, à 3 heures du matin, qu'il tenta son mauvais coup. Tandis que les troupes se dirigent sans bruit vers Montmartre, Belleville et les Buttes-Chaumont, une proclamation est affichée sur tous les murs. Thiers y met en garde les habitants de Paris contre « les hommes malintentionnés... qui se sont constitués maîtres d'une partie de la ville, y ont élevé des retranchements, y montent la garde », forcent les autres à la monter avec eux « par ordre d'un Comité occulte qui prétend commander seul, méconnaît l'autorité du général d'Aurelles (1)...

---

(1) Général de l'Empire, très impopulaire et nommé par Thiers, commandant en chef de la Garde Nationale, malgré les statuts de cette dernière selon lesquels les gardes nationaux élisaient eux-mêmes leurs officiers.

veut former un gouvernement en opposition au gouvernement légal, institué par le suffrage universel ». « Les canons dérobés à l'Etat vont être rétablis dans les arsenaux... Que les bons citoyens se séparent des mauvais, qu'ils aident à la force publique au lieu de lui résister. »

Soldats et policiers ont reçu des ordres formels : « Les premiers arrivés sur les hauteurs chercheront à surprendre les sentinelles et les postes pour prévenir toute résistance.

S'ils déposent leurs armes, on les gardera prisonniers ; s'ils résistent ou font usage de leurs armes contre la troupe, *ils seront passés par les armes sur place*. Suivons la colonne du général Lecomte, la plus importante, dirigée contre Montmartre. Les éclaireurs se glissent dans la nuit, s'approchent des sentinelles rouges et les désarment sans grande difficulté. Les gardes nationaux, qui ne s'attendaient pas à tant d'audace, ne peuvent revenir de leur surprise, se frottent les yeux, croient avoir la berlue. Hélas ! Il faut bien se rendre à l'évidence : Voici les troupes ; le parc d'artillerie est envahi, le poste prisonnier. Trahison ! Hâtivement des soldats nivellent le terrain, comblent les fossés pour emmener les canons, mais le travail n'est pas aisé, on manque d'outils. La difficulté grandit encore lorsqu'il s'agit d'entraîner les pièces : on a oublié les attelages. Cependant, voici l'aube... Montmartre s'éveille dans la brume... le marchand de vins ouvre sa boutique et la ménagère ses volets. Quelques ouvriers se rendent au travail. Que se passe-t-il

donc ? On s'approche, on voit les préparatifs, les sentinelles prisonnières : Alarme ! Les voisins sont prévenus, ceux-ci, à leur tour, donnent l'éveil, la nouvelle fuse comme une traînée de poudre, et bientôt tout Paris connaît la nouvelle : le Gouvernement veut désarmer la Garde pour tuer la République. Aux armes, Parisiens, si vous tenez à la liberté !

Les premiers qui sont accourus sont des femmes, les solides commères du faubourg, les petites-filles de celles qui ramenèrent un jour de Versailles « le boulanger, la boulangère et le petit mitron » (1). Le poing sur la hanche, elles interpellent les soldats, et comme on ne les écoute pas tout de suite ; elles entrent dans le parc, se font plus insinuantes, s'accrochent aux pièces, leur font un rempart de leurs corps.

Quand la Garde Nationale arrive au pas de charge, les soldats du Gouvernement sont déjà conquis à la cause populaire, ils refusent de tirer, lèvent la crosse en l'air et fraternisent.

On arrête les généraux Lecomte et Clément Thomas. La Garde Nationale veut les garder comme otages, mais les soldats de l'armée régulière ont plus d'un vieux compte à régler avec leurs chefs, ils s'en emparent de vive force et les fusillent.

---

(1) En 1789, après la prise de la Bastille, le bruit courut à Paris que Louis XVI se disposait à renverser l'Assemblée Constituante. Quelques milliers de femmes, entraînant l'armée révolutionnaire, se rendirent à Versailles et ramenèrent à Paris « le boulanger, la boulangère et le petit mitron », c'est-à-dire le roi, la reine et le dauphin, qui leur avaient promis du pain.

La tentative du Gouvernement n'a pas mieux réussi aux buttes Chaumont, à Belleville et sur les autres points. Là où elles n'ont pas fraternisé les troupes du Gouvernement ont simplement reculé devant le peuple en armes. Qu'on s'imagine Thiers au moment où la nouvelle lui parvint. Il tenta néanmoins de soulever les quartiers riches en faisant battre le rappel ; 500 ou 600 hommes seulement vinrent se mettre à sa disposition.

Le soir même il s'enfuit à Versailles en donnant l'ordre au Ministre de la Guerre (1) de faire évacuer complètement Paris. Tous les fonctionnaires le suivirent. Les membres du Comité Central n'apprirent les événements qu'assez tard dans la matinée. Ils ne furent pas moins déconcertés par leur victoire que Thiers par sa défaite.

Installés à l'Hôtel de Ville, ils ne se soucièrent tout d'abord que de donner à Paris un gouvenement « *légal* », au lieu de prendre les mesures révolutionnaries nécessitées par la situation. L'atmosphère était embrasée, l'immense espoir de la Liberté naissante et la haine du gouvernement emplissaient les faubourgs. L'armée rouge qui venait de mettre ses ennemis en fuite ne demandait qu'à les poursuivre à Versailles afin d'en finir une fois pour toutes. Malheureusement le Comité Central où prédominait les petits bourgeois modérés ne se reconnut pas le droit de prendre cette mesure révolutionnaire et perdit un temps précieux que Thiers allait mettre

---

(1) Le général Le Flô.

à profit pour organiser la contre-révolution. L'arrêt de mort de la Commune fut ainsi prononcé le jour même de sa victoire par le Comité Central.

Non seulement Thiers et sa bande de fonctionnaires de tous rangs purent quitter Paris sans être inquiétés, mais on laissa évacuer une armée de 20.000 hommes (1) démoralisés qui refusaient d'exécuter les ordres de leurs chefs et ne demandaient qu'à les fusiller comme ils l'avaient fait de Lecomte et Clément Thomas (2). Savamment « travaillée » par les réactionnaires de Versailles, cette armée allait être employée plus tard au massacre des Communards (3).

Bien inférieure par le nombre, l'armement, le moral, l'armée de la réaction n'eut opposé, le 18 mars, qu'une résistance insignifiante à la Garde rouge. Il est même probable que la plupart des soldats eussent fraternisé comme ils l'avaient fait le matin. Cette victoire facile eut permis à la Commune de se tenir en contact avec les principaux centres de la province et

---

(1) Un régiment de l'armée régulière caserné au Luxembourg ne rejoignit Versailles que le 23 mars.

(2) Les membres du Comité Central poussèrent leur souci de la légalité jusqu'à désavouer l'exécution de ces généraux : « Nous le disons avec indignation : c'est une tache de sang dont on veut salir notre honneur. C'est une misérable calomnie. Jamais nous n'avons ordonné le meurtre; la Garde Nationale n'a aucunement participé à la perpétuation du crime ». (Déclaration du Comité Central de la Garde Nationale du 19 mars).

(3) Le Comité Central laissa réoccuper, le 19 mars, par les Versaillais, le fort du Mont-Valérien qu'ils avaient évacué la veille. Ce fort avait la plus haute importance stratégique et joua un rôle décisif dans les opérations militaires qui suivirent.

de travailler à l'œuvre de reconstruction sociale qu'elle s'assignait. « En révolution, une énergie supérieure équivaut à une humanité supérieure » dit excellemment Trotski (1). Combien de sang eut été épargné si le Comité Central eut appliqué ce principe le 18 mars ou même les jours qui suivirent. Mais dix jours se passèrent à préparer les élections de la Commune (2) et pendant ces dix jours le Comité Central ne se crut pas le droit de prendre une seule responsabilité. Il ne toucha ni aux milliards de la Banque de France, ni à la propriété privée, tandis que l'armée révolutionnaire était dénuée de tout. Les ennemis de la révolution, les agents de Thiers circulèrent librement dans la capitale et ne furent pas un instant inquiétés.

On ne songea pas non plus à limiter la liberté de la presse, si bien que les gens de Versailles purent répandre leurs calomnies dans Paris même. Comme le dit Lavrov, « le lendemain d'une victoire révolutionnaire, la nécessité d'une dictature s'impose (3). L'audace de la dictature fit défaut au Comité Central. Ses ennemis ne manquèrent pas d'en profiter. Pour gagner du temps, ils engagèrent des pourparlers avec le Comité Central, par l'intermédiaire des maires et des députés de Paris. Les élections ayant été fixées au 22, les députés annoncent par voie d'af-

---

(1) Trotski, *Terrorisme et Communisme.*
(2) La Commune fut élue le 26 et proclamée le 28 mars.
(3) Lavrov. *La Commune de Paris de* 1871.

fiches que l'Assemblée vient de voter un projet de loi concernant les élections municipales. Cette nouvelle provoque des troubles et les élections doivent être remises au 23. Mais le 23, les maires font de nouveau ajourner les élections en refusant au dernier moment leur concours pour l'organisation du scrutin. Leur audace ne s'arrête pas là. Ils réussissent à rallier 25.000 gardes nationaux à la cause de l' « ordre », sous le commandement de l'amiral Saisset. Le 24 mars celui-ci fait à son tour apposer des affiches où il affirme avoir obtenu du gouvernement la reconnaissance complète des franchises municipales, l'élection de tous les officiers de la Garde Nationale, des modifications à la loi sur les échéances, un projet sur la loi des loyers ».

La fourberie des maires, des députés et de l'amiral Saisset apparut bientôt, mais elle avait fait perdre un temps précieux à la révolution, et Thiers avait mis ce temps à profit pour lever en province, à grand renfort de calomnies, des bataillons de volontaires chargés de « protéger la souveraineté nationale et de réprimer l'insurrection ». Le tour était joué. « Le but principal que nous avons tous poursuivi était d'empêcher les fédérés de marcher sur Versailles, déclarait plus tard un maire devant la Commission chargée d'enquêter sur la Commune. Notre résistance de quelques jours a permis au gouvernement d'organiser la défense ».

Une faute non moins grave du Comité Central fut d'en appeler au suffrage universel pour élire la Commune qui devait être un Gouvernement

de la classe ouvrière. Cette faute eut pour résultat de laisser accaparer 21 sièges par la grosse et moyenne bourgeoisie (1).

La minorité bourgeoise donna plus tard sa démission mais elle eut au début une influence dé-primante sur la Commune, elle paralysa son action en l'incitant à mener des pourparlers stériles et démoralisants avec le Gouvernement de Versailles.

Appliqué à la province, le suffrage universel sans distinction de classes eut donné des résultats plus néfastes encore qu'à Paris. Il est même certain qu'en fin de compte l'élément bourgeois eut dominé dans la représentation nationale.

La Commune fut élue le 26 et proclamée le 28 (v. p.). Le Comité Central remit immédiatement tous ses pouvoirs au nouveau gouvernement parisien heureux d'en finir avec une « inégalité » qui lui pesait et de dégager sa responsabilité pour l'avenir. L'avènement de la Commune fut acclamé unanimement par les socialistes et les libéraux,, les premiers plaçant en elle leur espoir de transformation sociale, les seconds croyant désormais possible une entente avec les gouvernants qui ne pouvaient manquer de renoncer à leur politique réactionnaire.

Tous se trompaient. Ni Thiers ni l'Assemblée monarchiste ne voulaient d'une entente. Quant à la révolution, elle n'était déjà plus possible le 28 mars. Nous avons vu quelle était la faiblesse

---

(1) Les socialistes et les révolutionnaires de toutes nuances avaient obtenu 65 sièges.

des partis socialistes à la veille de la guerre. Les hostilités, l'invasion, le siège les avaient fortement éblanlés depuis. La plupart de leurs militants s'étaient peu à peu laissé gagner par la fièvre de patriotisme qui soulevait le pays. L'idée de la lutte de classe qui commençait à se faire jour dans les consciences au souffle de l'Internationale avait été étouffée, anéantie par le sentiment national. Or, le Conseil de la Commune représentait exactement ces partis, leur faiblesse idéologique et leurs divergences.

La Section parisienne de l'Internationale avait été devancée par la révolution. L'organisation faible encore du prolétariat à cette époque où la grande industrie ne faisait que prendre son essor ne lui avait point permis de gagner la majorité des travailleurs à l'idée de la lutte de classe. Nous avons vu que la plupart des membres du Bureau Parisien étaient encore tout imprégnés eux-mêmes de la doctrine petite-bourgeoisie proudhonienne et n'étaient point parvenus à s'assimiler complètement la conception marxiste. Cette conception suffisamment assimilée, développée, approfondie et formulée en un programme clair et précis avant le 18 mars leur eût certainement permis de rallier toute la classe ouvrière et d'imposer la dictature prolétarienne dès le début des événements. Au lieu de cela, leur manque de préparation avait permis au Comité Central, plus libéral que révolutionnaire, plus patriote qu'internationaliste de procéder aux élections « légales » du Conseil de la Commune, et le suffrage universel n'avait envoyé siéger à l'Hôtel de Ville

que 15 membres de l'Internationale parmi lesquels Varlin, Lefrançais, Malon et le Hongrois Frankel. Quelle que fût sa valeur, cette minorité allait être impuissante à dominer la Révolution et jamais elle ne put songer à exercer la dictature révolutionnaire qui seule eut pu mener irrésistiblement les masses à la victoire.

La révolution du 18 mars semble aller au-devant de Blanqui et lui offrir l'appui des masses sur lequel il n'avait jamais compté et qui lui avait toujours fait défaut, mais par une fatalité des circonstances, ce jour-là, c'est Blanqui lui-même qui manque aux masses. Thiers l'a fait arrêter le 17 mars en province où il se tenait caché depuis les événements du 31 octobre. Blanqui a bien quelques milliers d'adeptes, révolutionnaires farouches, mais tous sont désemparés par la disparition de leur vieux chef sur les ressources et la direction duquel ils avaient toujours compté. En l'absence de Blanqui, les blanquistes feront preuve d'héroïsme, mais ils seront incapables de tout mouvement d'ensemble.

Blanqui possédait au plus haut degré l'audace, la décision foudroyante et le génie de la tactique qui manquèrent à la révolution du 18 mars. Il n'eut même pas donné à Thiers le temps de s'enlibérale et des réformes répondant à leurs consommée, « la dictature prolétarienne » (1) eut achevé l'œuvre de rénovation sociale par la révolution économique, l'instauration du « régime communautaire dans lequel le bien eut profité

---

(1) Blanqui, *Critique Sociale.*

à tout le monde et le mal à personne », où toutes choses se fussent réglées « selon la justice et la raison ».

Blanqui (1) manqua à la Commune. Lui seul eût été assez audacieux pour achever la révolution du 18 mars.

A côté de ces deux minorités actives, l'une dans le domaine économique, l'autre dans le domaine de la guerre, une énorme majorité républicaine siégeait à la Commune. Tous plus ou moins « tricolores » et plus ou moins proudhoniens, les majoritaires ne voulaient rien en somme qu'un gouvernement de forme plus ou moins libérale et des réformes répondant à leurs conditions sociales respectives. La Commune autonome n'était pour la plupart d'entre eux qu'un moyen de se soustraire à la monarchie dont Thiers et l'Assemblée les menaçaient. Leur chef incontesté était Delescluze qui, deux mois plus tard devait chercher la mort sur les barricades.

La Commune représentait, comme on le voit, les tendances les plus diverses et la petite-bourgeoisie républicaine y dominait les partis révolutionnaires. Cette prédominance d'éléments petits-

---

(1) Blanqui avait alors le prestige d'un héros de légende. Sa vie pleine de mystère n'était en effet qu'une longue suite d'héroismes et de sacrifices. En 1827, encore adolescent, il est arrêté pour la première fois à Nice dans une émeute. En 1830 il combat sur les barricades pour renverser les Bourbons. En 1839 il est condamné à la détention permanente. La révolution de 1848 le libère, il y prend une part active. De la seconde république à la guerre de 1870 il passe sa vie en prison. C'est lui qui organise les tentatives insurrectionnelles du 31 octobre 1870 et du 21 janvier 1871.

bourgeois hétérogènes dans le Conseil de la Commune allait paralyser son initiative et prolonger encore l'inaction néfaste dans laquelle jusque-là s'était obstinément confiné le Comité Central de la Garde Nationale. Aucun des groupes politiques en présence n'était de force à dominer les autres et à leur imposer sa dictature. Cela provient surtout de ce qu'aucun d'entre eux n'avait de programme et de plan d'action bien arrêtés. Un seul mot d'ordre semblait réunir tous les suffrages : la Commune. Que signifiait-il au juste ? Nul n'était d'accord sur ce point. Dictature de Paris pour les uns, autonomie pour les autres, la Commune n'était pour les masses que le symbole de la liberté politique et de la victoire sur l'envahisseur, « la fille de Danton, la mère de l'audace, la grande redoutée des rois, l'amie des peuples », comme l'avait définie Félix Pyat. (1).

Mais la situation avait totalement changé depuis 1792, et les révolutionnaires de 71 eurent le grand tort de ne pas s'en apercevoir. Lénine a souligné leur faute : « L'erreur fatale des socialistes français, dit-il, fut de vouloir combiner deux choses contradictoires comme le patriotisme et le socialisme. Déjà, dans le *Manifeste de l'Internationale,* en septembre 1870, Marx avertissait le prolétariat français de ne pas se laisser aller à la duperie de l'idée nationale : de profonds changements s'étaient accomplis depuis la grande révolution ; les antagonismes de classes s'étaient aggravés ; *si, pendant la première révolution, la lutte contre la réaction européenne avait uni toute la nation révolutionnaire, en* 1870,

le prolétariat ne pouvait déjà plus confondre ses intérêts avec ceux des classes ennemies, la bourgeoisie devait porter seule la responsabilité de la honte nationale ; l'affaire du prolétariat était de lutter pour soustraire par le socialisme le travail au joug de la bourgeoisie. »

L'incompréhension de la tâche *spécifique et absolument* nouvelle qui lui incombait faisait de la Commune du 18 mars un être étrange, organisme à deux cœurs, dont l'un, vieux de 80 ans, mais toujours vivace, refoulait le sang de l'autre, plus jeune et le paralysait.

C'est un appel aux urnes qu'avait lancé le Comité Central au lieu d'un appel aux armes, c'est de législation qu'il s'était occupé au lieu de socialisation. Et maintenant que la Commune était dûment reconnue, baptisée, on lui demandait de vivre. Hélas ! elle était déjà condamnée. Le suffrage universel autant que l'inaction prolongée lui avait été fatal.

Dès le 29 mars, elle apparaît dominée par les éléments petits-bourgeois. « Paix et travail, voilà notre avenir ! » s'écrie son doyen d'âge. Puis il fait une esquisse du nouveau régime : « La Commune s'occupera de ce qui est local, le département — de ce qui est régional, le gouvernement — de ce qui est national... » Enfin, il exprime la certitude d'un arrangement avec Thiers et l'Assemblée : « Ne dépassons pas cette limite fixée par notre programme, *et le pays et le gouvernement seront heureux et fiers d'applaudir à cette révolution* de notre histoire ».

C'est à coups de canons que Versailles salua l'avènement de la Commune, mais les canons étaient chargés à mitraille.

* * *

Tandis que le Comité Central, puis le Conseil de la Commune temporisaient, Thiers n'avait pas perdu une minute. Aussitôt installé à Versailles et rassuré par ses agents sur les intentions du Comité Central de procéder aux élections avant de rien entreprendre, le petit homme machiavélique s'était mis à constituer une armée pour écraser Paris. La complicité des maires et des députés qui avaient fait remettre les élections au 26, lui avait donné dix jours de répit. C'était plus qu'il ne lui en fallait. Les troupes évacuées de Paris le 18, et augmentées journellement de nouveaux effectifs venus de province furent soigneusement « travaillées » par la réaction. Il leur fut tour à tour suggéré que les Communards étaient des agents de l'Empire ou de la Prusse et des repris de justice. « Les Prussiens sont à nos portes, disait Thiers ; nous avons traité avec eux, mais si le gouvernement qui a signé les préliminaires de paix est renversé, tout est rompu, la guerre recommence, et Paris est fatalement voué à l'occupation. » Les élections de la Commune furent dénoncées comme illégales.

Thiers n'avait pas négligé la province. Un véritable filet d'espionnage arrêtait toute communication entre Paris et les départements, la liberté de la presse et le droit de réunion furent partout supprimés du jour au lendemain.

Quand tout fut prêt, le 2 avril, Thiers attaqua.

A Paris, ce fut une stupeur générale. Le *Journal officiel de la Commune* avait encore publié le 30 mars un article qui disait : « Le regrettable malentendu qui, dans les journées de juin 1848, a armé l'une contre l'autre deux classes sociales ne peut déjà plus se reproduire. *L'antagonisme des classes a cessé d'être.* » Dans sa critique magistrale de la Commune, Lavrov souligne l'influence déprimante de tels articles sur l'armée révolutionnaire. « Ces assurances, dit-il, ne désarmèrent nullement les ennemis du prolétariat qui comprenaient parfaitement combien le triomphe de celui-ci les menaçait ; par contre, elles enlevèrent au prolétariat toute énergie combative, et l'aveuglèrent, comme à dessein, en présence d'ennemis irréductibles.

Il est permis de se demander comment la Commune avait pu croire possible un arrangement avec le gouvernement de Versailles. Elle n'avait fait aucun préparatif de guerre et fut prise au dépourvu.

Le réveil était rude.

Cependant Paris ne se découragea pas. La Garde Nationale, exaspérée, se promit de donner une bonne leçon à Versailles. Une sortie fut décidée pour le lendemain. Elle échoua, après une lutte héroïque. Le commandant du fort du Mont Valérien, qui avait promis sa neutralité, trahit sa parole et tira sans discontinuer sur les Communards. Prise entre deux feux, la Garde Nationale dut battre en retraite dans la matinée du 4.

Outre plusieurs milliers de tués et de blessés, elle perdait deux de ses meilleurs chefs : Flourens (v. p. ?) et Duval (v. p. ?).

Une lutte à mort était désormais déchaînée entre Paris et Versailles. Elle devait se terminer le 28 mai par le massacre des Communards.

*
* *

Ce ne furent cependant ni le courage ni l'héroïsme qui manquèrent aux champions de la Première Révolution prolétarienne. Malgré les calomnies entassées sur leurs tombes par leurs bourreaux, les générations prolétariennes se sont transmises intact le récit de leur lutte glorieuse, et chaque année les foules commémorent leur mémoire. Mais ni l'héroïsme, ni le sacrifice ne pouvaient donner la victoire à nos frères de 71. L'alliance qu'ils avaient contractée avec la patite-bourgeoisie mercantile, républicaine et patriote devait fatalement leur être funeste. Après avoir fait perdre un temps précieux à la Révolution (du 18 mars au 3 avril), les partisans du suffrage universel l'abandonnèrent sans scrupules aussitôt que le mouvement prit un caractère nettement révolutionnaire. Cette trahison, bien naturelle en somme, laissa le prolétariat de Paris seul aux prises avec un ennemi devenu formidable, grâce à l'appui de Bismarck. Le Chancelier de fer, comprenant toutes les conséquences directes et indirectes qu'entraînerait pour l'oligarchie allemande la victoire de la révolution parisienne, rendit 100.000 prisonniers de guerre au gouver-

nement de Versailles et lui permit d'investir la capitale du côté qui n'était pas occupé par l'armée prussienne.

Obligée de soutenir une lutte sans merci contre les Versaillais, la Commune eut à vaincre dès le début des difficultés intérieures sans nombre provoquées surtout par l'absence d'un parti capable d'exercer la dictature, de centraliser les efforts et de leur imprimer une direction. La Commune avait créé dix commissions : exécutive, militaire, de la sûreté générale, de la justice, des finances, des subsistances, du travail, de l'industrie et des échanges, des relations extérieures. La Commission exécutive, composée des délégués des autres commissions, avait à peu près les mêmes attributions que le Comité Exécutif sous le régime des Soviets.

Le Comité Central, qui n'avait pas osé agir lorsqu'il était seul au pouvoir, ne voulut pas céder la direction de la Garde Nationale à la Commune lorsque celle-ci assuma toutes les responsabilités de la Révolution. Le dualisme excessivement dangereux créé de ce fait suscita d'interminables conflits dans l'armée révolutionnaire et compromit irrémédiablement l'organisation de la lutte.

La lettre adressée par le délégué à la guerre Rossel au Conseil de la Commune, le 9 mai, donne un aperçu très net de la désorganisation et de l'indiscipline qui régnait dans l'armée rouge de la Commune. « Je me sens incapable de porter plus longtemps la responsabilité d'un commandement où tout le monde délibère et où

personne n'obéit. Lorsqu'il a fallu organiser l'artillerie, le Comité Central d'artillerie a délibéré et n'a rien prescrit... J'ai voulu favoriser la concentration des armes, la réquisition des chevaux, la poursuite des réfractaires... La Commune a délibéré et n'a rien résolu... Le Comité Central est venu offrir presque impérieusement son concours à l'administration de la guerre... J'ai accepté ce concours... Depuis ce temps-là, le Comité Central délibère et n'a pas encore su agir. Pendant ce délai, l'ennemi enveloppait le fort d'Issy d'attaques aventureuses et imprudentes, dont je le punirais si j'avais la moindre force militaire disponible... Hier, pendant que chacun devait être au travail ou au feu, les chefs de légion délibéraient. Il résulta de leur conciliabule un projet au moment où il fallait des hommes, et une délibération de principes au moment où il fallait des actes... Je ne suis pas homme à reculer devant la répression, et hier, pendant que les chefs discutaient, le peloton d'exécution les attendait dans la cour. Mais je ne veux pas prendre seul l'initiative d'une mesure énergique, endosser seul l'odieux des exécutions qu'il faudrait faire pour tirer de ce chaos l'organisation, l'obéissance et la victoire... J'ai deux lignes à choisir : briser l'obstacle qui entrave mon action ou me retirer. Je ne briserai pas l'obstacle, car l'obstacle, c'est vous et votre faiblesse ; je ne veux pas atteindre à la souveraineté publique. Je me retire et j'ai l'honneur de vous demander une cellule à Mazas » (1).

---

(1) Prison où l'on enfermait les détenus politiques.

Le 2 mai, la Commune avait cru mettre fin au désordre en créant un Comité de Salut public qui concentrerait toute la puissance exécutive. Cette réminiscence de 93 (1) n'avait fait qu'augmenter le désordre et la discorde. Elle avait même provoqué une scission parmi les membres de la Commune.

Versailles se réjouissait des moindres fautes commises par les révolutionnaires et ne manquait pas d'en tirer parti. Thiers savait par le détail tout ce qui se passait dans la capitale, grâce à ses agents, disséminés dans tous les services et jusque dans la Garde Nationale. Puisque les Parisiens avaient déclaré la guerre au vieux monde, ils auraient dû faire bonne garde autour du drapeau rouge, et ne s'arrêter ni devant les arrestations en masses, ni devant les exécutions sommaires ; mais, naïvement fidèle au principe de la liberté absolue, ils ne purent se décider à prendre les mesures de rigueur nécessitées par la gravité de la situation. Jusqu'au 21 mai, pas une goutte de sang des ennemis ne fut versée.

Rigault, le délégué à la Sûreté Générale ne se montra pas à la hauteur de sa tâche. Il conserva l'organisation policière que Thiers avait hérité de l'Empire. « On vit bientôt les souris danser autour de la Préfecture. Les journaux supprimés le matin se criaient le soir dans les rues, les conspirateurs traversaient tous les services sans éveiller l'oreille de Rigault ou des siens ».

---

(1) Blanqui avait alors le prestige d'un héros de lévention avait organisé les armées qui sauvèrent la France révolutionnaire de l'invasion.

(1). A la faveur de cette incurie, les complots se multipliaient de jour en jour. Versailles fit offrir 20.000 francs à Dombrovsky s'il consentait à trahir, mais l'affaire échoua grâce à Dombrovsky lui-même qui fit arrêter l'espion Veysset. La même tentative fut souvent renouvelée par Versailles sur d'autres officiers de la Garde. Toutes échouèrent, à l'honneur des Communards.

La cartoucherie de l'avenue de Rapp sauta. Les Communards avaient bien arrêté quelques otages, mais leur choix n'avait pas été heureux. Ils n'avaient arrêté que des prêtres et des archevêques « alors qu'ils avaient Rothschild (2) au bout de leur mandat d'amener » (3).

Le respect du capital privé fut une des plus graves fautes de la Commune. Au lieu de nationaliser les cinq milliards de la Banque de France, elle les laissa à la disposition de Thiers qui s'empressa d'en profiter pour constituer ce qu'il a appelé « la plus belle armée de France ».

Les gros capitalistes, les propriétaires, les industriels ne furent pas un seul moment inquiétés. Il ne fut question de nationaliser que les ateliers abandonnés par les patrons. Encore, le décret prévoyait-il le paiement d'une indemnité à ces derniers lorsqu'ils reviendraient de Versailles !

Dans ces conditions, la révolution devait irrémédiablement succomber.

---

(1) Lissagaray. *Histoire de la Commune.*
(2) Le plus riche milliardaire français.
(3) Jules Guesde.

Après les tergiversations du premier moment qui avaient donné aux Versaillais la possibilité de s'organiser, seule une concentration de toutes les énergies et une discipline de fer eussent pu sauver la Commune. Mais cette concentration et cette discipline ne pouvaient émaner que d'un parti fort qui, dominant les autres, fit taire toutes les discordes, supprimât toutes les anarchies, canalisât la tempête révolutionnaire et lui imprimât la direction que nécessitaient les événements. Or ce parti manqua à la Commune. Aucune des fractions qui la composaient ne lui ayant apporté de programme et de tactique bien définis, la Commune n'en eut jamais, car les nécessités de la défense et les dissensions intestines absorbèrent toutes ses forces dès la première heure.

Depuis que Bismark avait envoyé à Thiers 100.000 hommes de renfort, la lutte était devenue formidable. Si les défections avaient diminué de trois quarts l'armée des Parisiens, elles l'avaient, par contre, épurée de tous les éléments étrangers à la révoluion sociale. La qualité avait compensé le nombre. A chaque désertion nouvelle, on avait serré les rangs. Maintenant que seuls les prolétaires combattaient aux remparts, la lutte avait un caractère de classe qu'elle n'avait pas eu jusqu'alors. Ce n'était plus seulement pour la Commune que se battaient les Communards, mais pour le Communisme, pour la libération des travailleurs. Vaincre ou mourir ! telle était leur devise.

Vaincre était impossible, ils moururent.

Une double trahison précipita leur agonie : celle des Prussiens, qui permirent aux Versaillais de traverser la zone d'occupation déclarée neutre et d'attaquer Paris sur un point sans défense ; celle d'un espion qui les introduisit dans la capitale par la porte de Saint-Cloud.

C'est ainsi que le 21 mai, les troupes de Versailles s'infiltrèrent dans la forteresse du Communisme.

Mais Paris forcé n'était pas encore Paris vaincu. Une guerre de rues comme on n'en avait jamais vu dans l'histoire, commença. L'invasion, victorieuse dans les quartiers riches de l'Ouest qu'on avait négligé de fortifier, se brisa longtemps contre la défense héroïque des faubourgs. Farouches, les Communards préféraient mourir sur les barricades plutôt que de se rendre. Ils se battirent jusqu'au 28. A mesure que les Versaillais gagnaient du terrain, Paris était transformé en abattoir.

« Pas de prisonniers ! » avait dit Thiers, aux officiers, « accordez aux braves soldats la liberté de venger leurs camarades en faisant sur le théâtre et dans la rage de l'action *ce que de sang-froid ils ne voudraient plus faire le lendemain* » (1).

Cet appel au meurtre avait été entendu.

Les soldats, exaspérés par la résistance de ceux qu'on leur avait dénoncé pendant plus de deux mois comme des bandits, les soldats, ivres de vin et de sang, massacrèrent l'élite de la classe

---

(1) *Journal de Versailles.*

prolétarienne, coupable d'avoir revendiqué ses droits. « Sur le théâtre et dans la rage de l'action, comme l'avait ordonné Thiers, ils passèrent par les armes non seulement des hommes désarmés, mais des femmes et des enfants de tout âge. Ce fut une orgie de sang partout : « aux barricades, dans les tranchées, sous les ponts, dans les maisons, dans les égouts, au fond des catacombes. » Les cours prévôtales et martiales instituées pour la forme envoyèrent au supplice par fournées les « assassins » dont la plus grande faute avait été de croire au suffrage universel. Les fusils ne tuant pas assez vite, on exterminait avec des mitrailleuses. Le 28, après que la dernière barricade a tiré son dernier coup de canon, le carnage continue. La bourgeoisie n'est pas suffisamment rassurée et demande encore « un coup de main » pour en finir avec la vermine démocratique et internationale (1) ». Ses écrivains fidèles, Maxime Ducamp, Th. Gauthier, A. Dumas fils, F. Sarcey rivalisent de cynisme. Ce dernier s'écrie : « Des aliénés de cette espèce, et en si grand nombre, et s'entendant tous ensemble, constituent pour la société à laquelle ils appartiennent un si épouvantable danger qu'il n'y a plus d'autre pénalité possible qu'une suppression radicale » (2). Trente mille cadavres ne suffisent pas. Thiers n'a-t-il pas promis le 22 mai, à l'Assemblée, que « l'expiation serait complète ? »

---

(1) *Figaro.*
(2) *Le Gaulois*, 31 mai.

Alors on redouble de vigilance, Paris est retourné de fond en combles. On perquisitionne nuit et jour, on arrête au moindre indice, au moindre soupçon. Les prisons, les casernes et les camps retranchés regorgent de captifs, car on a dû cesser les massacres par suite de la peste. 45.000 arrestations, 13.000 condamnations, dont 270 à la peine capitale, 400 aux travaux forcés, 4.000 à la déportation, viennent s'ajouter aux 30.000 cadavres de la Semaine Sanglante.

*
* *

Pendant sa courte existence si mouvementée, la Commune dut songer surtout à se défendre. Elle n'eut ni le temps, ni la possibilité de développer largement son œuvre de reconstruction socialiste.

Néanmoins, les quelques mesures prises par la Commune nous prouvent qu'elle ne fut pas seulement une révolution politique, mais une révolution de classe, la première révolution prolétarienne, l'avant-coureur, le prototype de la Révolution d'Octobre.

Quelles furent ces mesures ?

Arrivée au pouvoir le 28 mars, le 29 elle supprime l'armée permanente, « instrument aveugle des classes dirigeantes », (1) et lui substitue le peuple armé : en l'occurence la Garde Nationale ; elle suspend le paiement des loyers et la vente des objets engagés au Mont de Piété.

---

(1) Lénine. A la Mémoire de la Commune. (*Rabotchaia Gazeta*, 1911).

Le 31 mars, elle ratifie les titres des étrangers élus membres de la Commune, « considérant que son drapeau est celui de la République universelle ».

Le 1er avril, elle décide que le traitement annuel maximum de tous les fonctionnaires et membres du gouvernement ne pourra pas dépasser le salaire ouvrier moyen, soit 6.000 francs.

Le 2 avril, elle décrète la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la suppression du budget des cultes, la nationalisation des biens du clergé, la laïcisation de l'instruction et la gratuité de l'enseignement.

Le 6 avril, la Garde Nationale brûle la guillotine.

Le 7 avril, la Commune substitue le drapeau rouge au drapeau tricolore.

Le 12 avril, elle décide de renverser la colonne Vendôme, dont le bronze provient des canons pris à l'ennemi par Napoléon, et qui est « un symbole de chauvinisme et de haine contre les peuples ». Cette mesure est mise à exécution le 16 mai.

Le 16 avril, la Commune promulgue un décret en vertu duquel toutes les entreprises (usines, fabriques, ateliers, etc.) abandonnés par leurs patrons doivent être confiées à des associations ouvrières.

Le 18, loi sur les échéances : un délai de 3 années est accordé aux débiteurs pour payer leurs dettes.

Le 20, suppression du travail de nuit dans les boulangers ; suppression des bureaux de

placement qui, depuis le Second Empire, constituaient un monopole entre les mains de la police : le placement des travailleurs est dorénavant confié aux mairies.

Le 28, suppression des caisses de prêt par la bourgeoisie, dans le but unique d'exploiter les ouvriers indigents.

Le 5 mai, la Commune décide la démolition de la Chapelle expiatoire élevée à la mémoire de Louis XVI.

Le 6 mai, elle décrète la restitution gratuite des objets engagés au Mont-de-Piété.

On est en droit de s'étonner qu'un gouvernement, formé d'éléments si disparates, de tendances si différentes, un gouvernement qui n'eut jamais de programme bien déterminé, ait pu, en quelques cinquante jours d'existence, accomplir une tâche aussi importante.

Le processus révolutionnaire économique avait été activé, précipité par la révolution politique et les principes matérialistes de l'Internationale avaient triomphé de l'utopie proudhonienne. Le décret le plus caractéristique en ce sens est certainement celui du 16 avril. Selon Marx et Engels, il devait « non seulement réunir les travailleurs d'une même entreprise en association, mais toutes les associations ouvrières en une grande confédération... Cette organisation devait finalement aboutir au communisme... (1) »

Patriotique au début, la Commune, à mesure qu'elle prenait un caractère de classe plus pro

---

(1) *La Guerre Civile en France.*

noncé, se révélait internationaliste et antimilitariste. Elle renversa la colonne Vendôme, elle admit les étrangers en son sein et proclama son drapeau, le drapeau de la République universelle.

« Le vieil édifice gouvernemental, disaient les Communards, doit être détruit de fond en comble et reconstruit sur les bases dictées par la science et la justice... Le travail seul doit être rétribué... et ceux qui ne travaillent pas n'ont pas le droit de vivre, ou du moins de prendre part à la vie sociale. Ce sont les principes fondamentaux de la Commune » (1).

Ainsi, le suffrage universel était condamné : si la Commune eut vécu, les travailleurs seuls devaient prendre part aux élections.

« La Commune devait être une institution non parlementaire, mais travailleuse, à la fois législative et exécutive.

« ...Au lieu de décider une fois tous les trois ans ou tous les six ans quel est le membre de la classe dominante qui devra représenter et opprimer le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple organisé en commune à recruter pour son entreprise des ouvriers, des contremaîtres, des comptables, de même que le suffrage individuel sert pour le même but à tout autre nation... (2)

Les plus petits villages mêmes devaient être organisés en communes. L'ensemble de toutes les communes de France eût formé une Fédération

---

(1) L'*Ami du Peuple*, 24 avril 1871.
(2) Marx. La guerre civile en France.

Nationale. Les fonctionnaires fédéraux, aussi bien que les fonctionnaires communaux devaient être élus et responsables.

La plus grande réalisation de la Commune de Paris, d'après Marx et Engels, est la substitution du régime communal à l'Etat, cette « excroissance parasitaire qui vit aux dépens de la société et entrave son libre développement. »

Après l'expérience de la Commune de Paris, la suppression de l'Etat leur apparaît comme une des conditions fondamentales de la révolution sociale. Dans la préface du Manifeste Communiste écrite en 1872, ils déclarent le programme du Manifeste « vieilli par endroits ».

« La Commune en particulier, disent-ils, a prouvé que la classe ouvrière ne peut pas simplement s'emparer d'une machine gouvernementale toute faite et la mettre en mouvement pour ses propres buts... »

Il ne faut pas « changer de mains la machine bureaucratique et militaire, comme cela s'est fait jusqu'ici, mais la briser » (1).

Dans « l'Etat et la Révolution », Lénine constate que Marx voyait dans la Commune une « expérience historique » d'une énorme importance, un pas en avant de la révolution prolétarienne universelle, une tentative pratique plus importante que des centaines de programmes et de raisonnements. Analyser cette expérience, y puiser des leçons de tactique et y éprouver sa théorie, voilà la tâche que s'imposa Marx. »

---

(1) Lettre de Marx à Kughelmann, citée par Lénine.

Telle fut aussi la tâche que s'imposa Lénine. Lisons plutôt ce que Lénine écrivait après 1905 :

« Malgré toutes ses fautes, la Commune est le plus grand des exemples que nous ait donnés le plus grand des mouvements prolétariens du XIXe siècle.

Si grands qu'aient été ses sacrifices, ils sont compensés par la valeur qu'elle représente pour l'ensemble des luttes prolétariennes. Elle a donné le branle au mouvement socialiste en Europe ; elle a montré l'efficacité de la guerre civile ; elle a dissipé les illusions patriotiques et détruit la foi naïve que l'on pouvait conserver encore sur l'attachement de la bourgeoisie à l'intérêt national. Elle a appris au prolétariat d'Europe à poser en termes concrets les problèmes de la révolution socialiste.

Cette leçon ne sera pas perdue. La classe ouvrière saura en tirer profit comme elle l'a déjà fait en Russie, pendant l'insurrection de décembre 1905.

L'époque qui a précédé la révolution russe et l'a préparée présente certaines analogies avec celle de l'oppression napoléonienne en France. La clique tsariste, de même que le régime napoléonien, avait conduit le pays à la ruine économique et à la déchéance nationale. Mais, longtemps, la révolution ne put éclater ; il fallait attendre que l'évolution sociale eût amené des circonstances favorables pour un mouvement des masses; malgré tout l'héroïsme déployé, les attentats isolés dirigés contre le gouvernement

dans la période révolutionnaire se brisèrent à l'indifférence du peuple. Seule, la social-démocratie, par un travail acharné et systématique, réussit à apprendre aux masses des procédés de lutte plus parfaites et plus efficaces et à les amener à comprendre la nécessité de la guerre civile.

La social-démocratie sut détruire dans le jeune prolétariat les aberrations du « nationalisme » et du « patriotisme », et, quand l'intervention directe du parti permit d'arracher au tsar le Manifeste du 17 octobre, le prolétariat s'employa à la préparation énergique de l'étape suivante et inévitable de la révolution, l'insurrection armée. Affranchi des illusions du « nationalisme », il concentra ses forces de classe dans ses organisations de masse, dans les Soviets des députés ouvriers et soldats, etc... Et quelle que fut la différence des buts et des tâches de la révolution russe comparativement à la révolution française de 1871, le prolétariat de Russie dut recourir au moyen qu'avait inauguré la Commune de Paris ; il dut engager la guerre civile. Se souvenant des leçons de cette Commune, il savait qu'il ne devait pas négliger certains moyens pacifiques qui répondent aux besoins quotidiens des travailleurs et sont d'un usage indispensable dans les périodes de préparation révolutionnaire ; mais il n'oubliait et n'oubliera pas que la lutte de classes, dans certaines circonstances, devient nécessairement une lutte armée et une guerre civile, qu'il arrive des moments où les intérêts du prolétariat exigent l'extermination implacable de ses ennemis dans des

batailles rangées. C'est le prolétariat de France les ennemis du prolétariat ne pourront résister et le prolétariat de Russie a brillamment confirmé cette vérité par son insurrection de décembre.

Constatons simplement que ces deux grandioses soulèvements ont été écrasés ; une nouvelle insurrection n'en viendra pas moins, à laquelle les ennemis du prolétariat ne pourront résister et d'ou sortira la victoire complète de la classe ouvrière et socialiste » (1).

Lénine ne se laisse pas abattre par une défaite, *il sait qu'une nouvelle insurrection viendra, à la quelle les ennemis du prolétariat ne pourront résister*, et, en effet, elle vient, elle est venue, formidable, implacable et victorieuse, parce qu'elle avait derrière elle l'expérience de 1905, et, non moins vivante, la mémoire, l'expérience de la Commune.

Le Parti Bolchevik avait étudié la Commune de Paris bien avant la révolution d'Octobre, il a su profiter de ses leçons dès la première heure, et, comme le dit Lénine, « poser en termes concrets les problèmes de la révolution socialiste ».

Ce qui surtout avait manqué à la Commune, c'est un parti fortement organisé, dont le programme fût l'expression de la volonté des masses prolétariennes! C'est ensuite un travail de préparation parmi ces masses. La formation d'un parti actif et discipliné, l'élaboration d'un programme qui répondit à la fois aux aspirations

---

1) Lénine, *Zagranitchanaia Gazeta.*

des ouvriers et des paysans, la propagande la plus large emplissent toute la période pré-révolutionnaire qui aboutit à la Révolution Bolchévique.

Au commencement d'octobre 1917, les forces révolutionnaires sont prêtes à s'emparer du pouvoir (1).

Par son attachement à la soi-disant légalité, ou suffrage universel sans distinction de classes, le Comité Central avait irrémédiablement compromis le sort de la révolution parisienne ; le Parti Bolchevik se garde bien de répéter cette faute ; son premier mot d'ordre est : tout le pouvoir aux Soviets.

« L'erreur fatale des socialistes français fut de vouloir combiner deux choses contradictoires comme le patriotisme et le socialisme. » (2).

Le mot d'ordre du Parti Bolchevik est, au con-

---

(1) « Si même on se limite à la question d'organisation, il convient de ne pas oublier que la Révolution de Novembre avait été précédée par les neuf mois d'existence du gouvernement de Kerensky, au cours desquels notre parti s'occupa, non sans succès, et d'agitation et d'organisation.

« La Révolution de Novembre a été accomplie après que nous eûmes conquis l'écrasante majorité dans les Soviets d'ouvriers et de soldats de Pétersbourg, de Moscou, et en général, dans tous les centres industriels du pays et transformé les Soviets en organisations puissantes dirigées par notre parti. Chez les Communards il n'y eut rien de semblable. Enfin, *nous avions derrière nous l'héroïque Commune de Paris de l'effondrement de laquelle* nous avions tiré cette déduction qu'il appartient aux révolutionnaires de prévoir les événements et de s'y préparer. »

(Trotsky. — *Terrorisme et Communisme*).

(2) Lénine, *Les Leçons de la Commune* (Zagranitchnaia Gazeta, mars 1908).

traire : « La paix à tout prix », mot d'ordre formidable, magique, qui pénètre les cerveaux les plus primitifs, volatilise l'armée et désarme la contre-révolution. La paix de Brest permet au parti d'organiser l'Armée Rouge et de tourner toutes ses forces contre l'ennemi intérieur, qui se débat dans les soubresauts de l'agonie.

En même temps qu'elle lutte contre les bandes des Koltchak, des Wrangel et des Denikine, la Révolution, vigilante, étouffe la presse venimeuse et réduit définitivement au silence les avocats du capitalisme.

Elle n'oublie pas non plus ce que les bourgeois considèrent à juste titre comme « le nerf de la guerre », elle n'oublie pas que Thiers reconstitua son armée grâce aux millions de la Banque de France ; les banques, occupées militairement, sont nationalisées. Puis c'est le tour des terres et des usines. On n'hésite plus, on ne temporise plus comme au temps de la Commune ! c'est un peu parce que la situation est autre, mais c'est surtout parce qu'*on se souvient des leçons de la Commune, parce qu'on a sa terrible expérience.* La multiplicité et la débilité des partis ont provoqué la défaite des Communards. La dictature inflexible du Parti Bolchevik mène la Révolution Prolétarienne à la victoire, et Trotski peut dire au monde : « La Commune a été faible. Pour achever son œuvre, nous sommes devenus forts. On a écrasé la Commune. Nous portons coup sur coup à ses bourreaux. La Commune, nous la vengeons et nous prenons sa revanche ! » (1).

(1) Trotsky, *Terrorisme et Communisme.*

BIBL. MUNICIP. DE SAINT-DENIS CENTRALE

IMPRIMERIE L'ÉDUCATRICE

16. Cour des Petites-Écuries, Paris

DERNIÈRES PUBLICATIONS

X. X. X. — *La Commune de Paris* (Documentation) . .	**1.25**
S. Devdariani. — *Comment furent préparées les journées d'août en Géorgie*	**1.50**
G. Zinoviev. — *Les perspectives internationales et la bolchevisation*	**2.50**
M.-T. Gourdeaux. — *Debout les femmes ! A bas la guerre !*	**0.50**
X. X. X. — *La réorganisation des partis communistes*	**7.50**
M. Victorine. — *Comment doit travailler une cellule communiste*	**0.50**
N. Boukharine. — *Lénine marxiste*.....	**1.25**
I. Staline. — *Questions et réponses*.....	**1.50**
G. Zinoviev. — *Les faits essentiels de la période actuelle*	**1.50**
G. Marrane. — *La coopération révolutionnaire*. .	**0.60**
N. Bykhovski. — *Les assurances sociales en U.R.S.S.*	**1.25**
E. Iaroslavski. — *Lénine, sa vie, son œuvre*.....	**1.50**
N. Boukharine. — *Le chemin du socialisme et le bloc ouvrier et paysan*.....	**2**
X. X. X. — *Huit ans de pouvoir soviétique en Russie*	**2.50**
V. Sarabianov. — *Pourquoi la Nep ?*.....	**1.50**
N. Lentzner. — *La révolution de 1905*.....	**1.50**
S. Kaploun. — *La protection du travail en U.R.S.S.*	**1.50**
G. Zinoviev. — *Histoire du P. C. R*.....	**7**
J. Doriot. — *La Syrie aux Syriens*.....	**0.60**
X. X. X. — *La protection de la mère et de l'enfant*. .	**0.40**
G. Peri. — *Genève-Locarno*.....	**5**
P. Semard. — *La guerre du Riff*.....	**5**
X. X. X. — *La Russie vers le socialisme*.....	**6**
O. Piatnitski. — *Questions d'organisation*.....	**5**
L. Trotsky. — *Europe et Amérique*.....	**6**
L. Trotsky. — *Où va l'Angleterre ?*.....	**7**
F. Fontenay. — *La grève générale en Angleterre*. .	**0.50**

Librairie de l'Humanité, 120 Rue Lafayette, **Paris**